

DYNAMIQUE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS **AU** **SÉNÉGAL** **(2020-2024)**

Source : Observatoire National
des Investissements, Rapport
2026



CHIFFRES GLOBLAUX

Les dotations ouvertes dépassent les prévisions de la LFI, mais seuls **4 469,768 milliards** ont été exécutés, soit un taux d'exécution de **51,02%**.



DOTATIONS LFI

8 234,84

Mds FCFA



DOTATIONS OUVERTES

8 760,81

Mds FCFA



DOTATIONS EXÉCUTÉES

4 469,77

Mds FCFA

→ **1019**

Projets et programmes
publics

→ **827**

Projets exécutés
publics

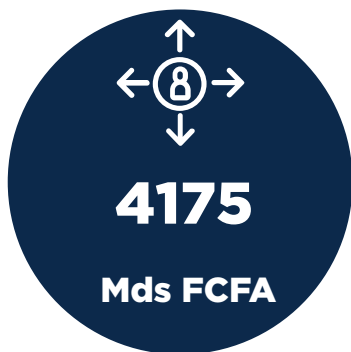
→ **192**

Projets non exécutés

SOURCES DE FINANCEMENT

Forte dépendance aux ressources budgétaires nationales ;
marge limitée pour le financement externe.

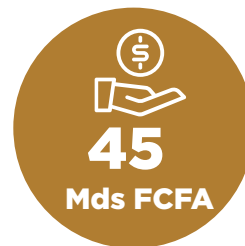
2020 ← → 2024



**Ressources
internes**



Emprunts



Dons

RÉPARTITION MOYENNE (2020-2024)

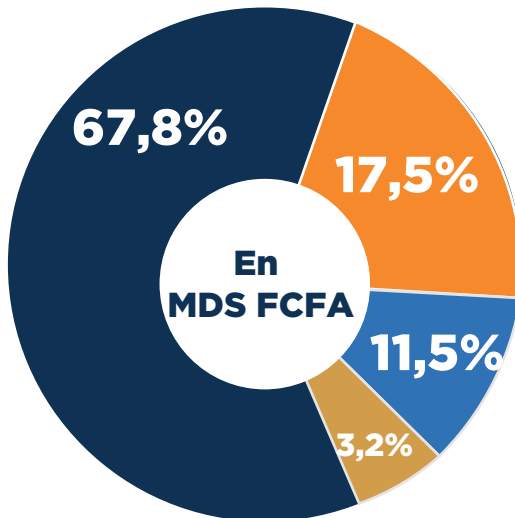
94,4 %

5,6 %

1 %

RÉPARTITION SECTORIELLE DES INVESTISSEMENTS

«Entre **2020 et 2024**, les investissements publics sont largement dominés par le secteur quaternaire (**67,8%**).»



PRIMAIRE

Exploitation des ressources naturelles
Production de matières premières :
agriculture, élevage, pêche et forêt



SECONDAIRE

Industries extractives
Industrie manufacturière,
BTP
Production et distribution d'énergie.



TERTIAIRE

Commerce
Transports
Activités financières,
Administrations publiques
Services aux entreprises, aux particuliers et aux ménages.



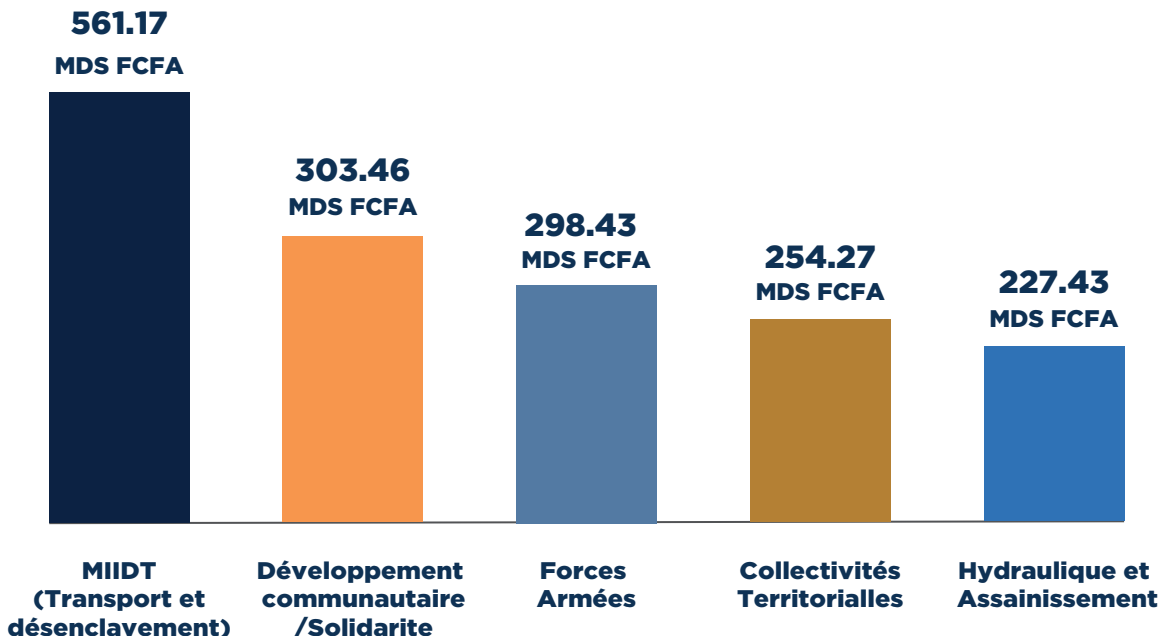
QUATERNAIRE

Services spécialisés en information, en communication et en recherche.



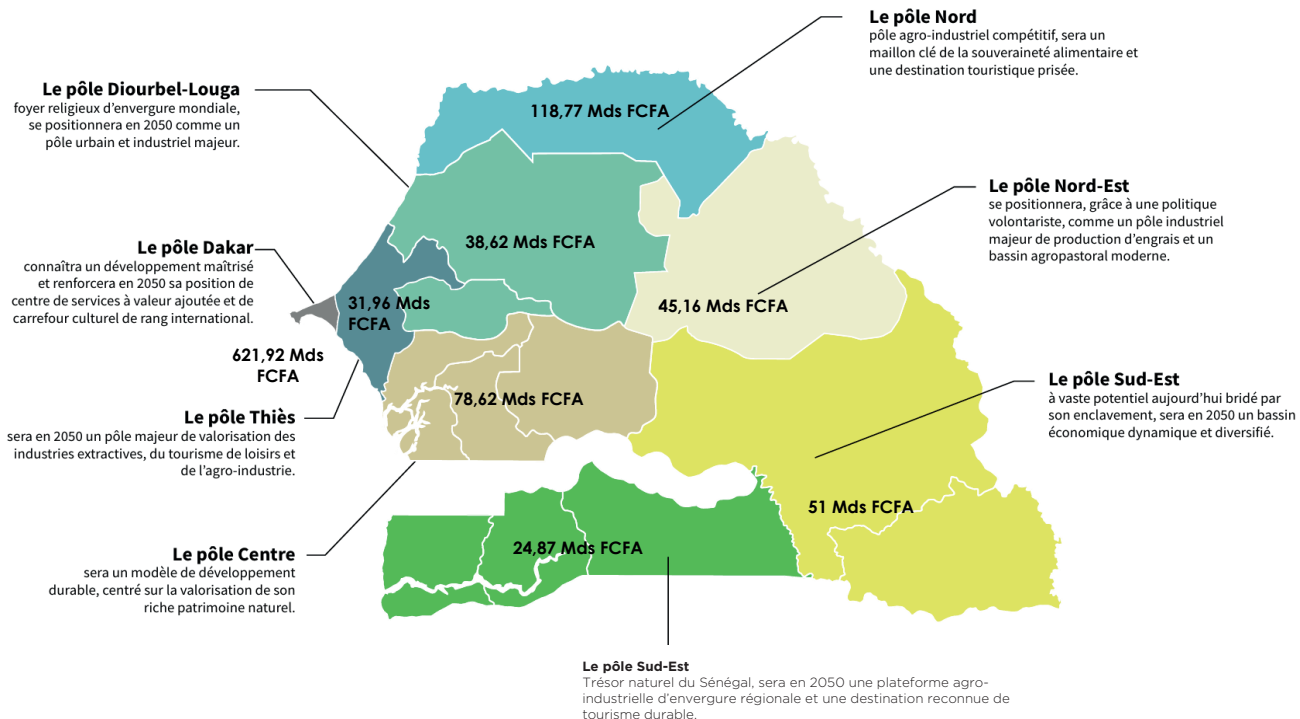
BÉNÉFICIAIRES PRINCIPAUX (TOP 5 MINISTÈRES)

La structure des investissements publics révèle une forte priorité accordée aux infrastructures de transport et au désenclavement.



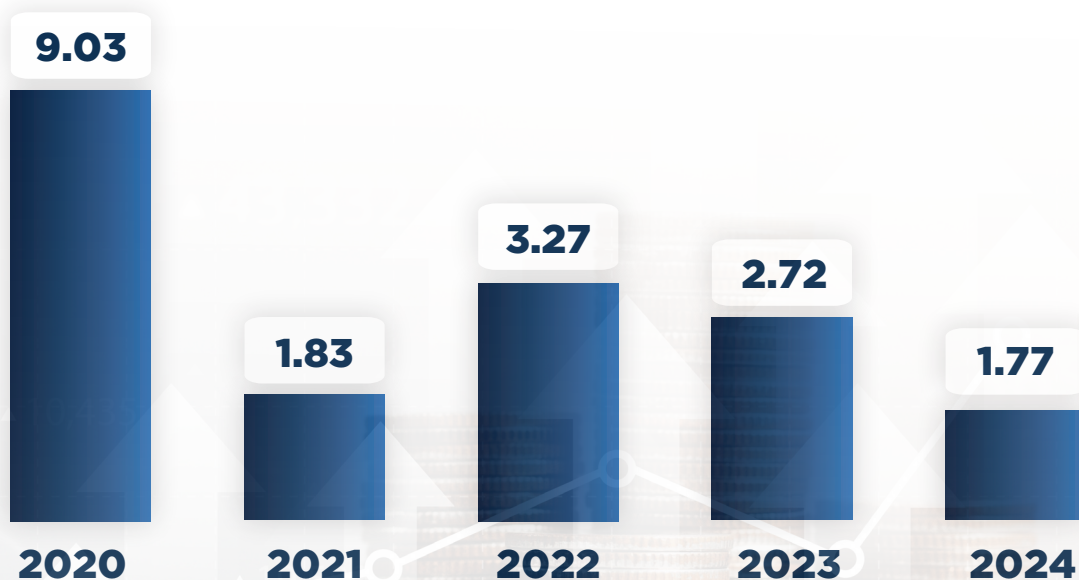
TERRITORIALISATION DES INVESTISSEMENTS

Forte concentration des projets et montants à Dakar (2020-2024)



EFFICACITÉ DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Un ICOR de 3,73 en moyenne entre 2020 et 2024, révèle une efficacité perfectible du capital public malgré les efforts. Pour rappel, l'ICOR était à 6,7 sur la dernière décennie au Sénégal contre 3,5 pour la Côte d'Ivoire.



Un ICOR plus faible suggère que l'État a pu générer davantage de richesse avec moins de capital public.

PRINCIPAUX ENJEUX IDENTIFIÉS

1

Taux d'exécution des autorisations faible seulement à l'ordre de **51%**.

2

Concentration sectorielle (quaternaire) par le truchement duquel un risque de sous-financement des secteurs productifs (industrie, transformation).

3

Déséquilibres territoriaux nécessitant d'une meilleure allocation régionale

4

Forte dépendance aux ressources internes limitant la capacité d'investissement additionnel via emprunts /dons.

RECOMMANDATIONS IP3-CONSEIL



Améliorer la gouvernance de l'exécution à travers le renforcement du suivi-évaluation et des capacités de mise en œuvre.



Diversifier les sources de financement en mobilisant les Partenariats Public-Privé et les financements concessionnels ciblés.



Rééquilibrer l'allocation territoriale avec l'aide de critères d'équité et d'impact socio-économique.



Prioriser les investissements productifs pour augmenter le rendement du capital public en maintenant le cap d'un ICORmoyen < 2 à l'horizon 2030.

10

IP3 CONSEIL

Depuis 10 ans, IP3 Conseil continue d'appuyer les acteurs du développement dans la structuration de projets performants et la production d'analyses utiles à la décision publique.



Études stratégiques,
reformes et formation
en PPP



Étude de projet
d'investissement et
levée de fonds



Gestion et entretien
de parcs et réseaux
informatiques



Conception et
développement de
solutions digitales

